

Les relations entre organisations étudiantes et partis politiques en Autriche. Rupture ou continuité?

Lucile Dreidemy

► **To cite this version:**

Lucile Dreidemy. Les relations entre organisations étudiantes et partis politiques en Autriche. Rupture ou continuité?. Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande, Société d'études allemandes, 2009, 41 (2), pp.185-198. hal-01498573

HAL Id: hal-01498573

<https://hal-univ-tlse2.archives-ouvertes.fr/hal-01498573>

Submitted on 30 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES RELATIONS ENTRE ORGANISATIONS ÉTUDIANTES ET PARTIS POLITIQUES EN AUTRICHE. RUPTURE OU CONTINUITÉ ?

par Lucile DREIDEMY *

Si l'année 2008 aura été marquée en France par le jubilé de mai 1968, elle fut également dans d'autres pays européens, et notamment en Autriche, l'occasion d'une série de conférences, de podiums de discussions et de publications sur le « phénomène mai 1968 » et plus généralement sur les mouvements étudiants des années 1960. Il semble dès lors intéressant de jeter un pont entre 2008 et 2009, un autre « jubilé » pour l'Autriche, celui des 10 ans du tournant politique né des élections d'octobre 1999. Bien qu'*a priori* non liés, ces deux événements ont pourtant été le ferment de deux changements paradigmatiques radicaux en matière de politique universitaire et étudiante en Autriche : les mouvements étudiants des années 1960 revendiquant plus de démocratie dans les universités furent tout d'abord à l'origine de la loi de réforme des universités du chancelier Bruno Kreisky en 1975. Cette démocratie universitaire, la coalition née des élections de 1999 entre le parti catholique conservateur ÖVP (*Österreichische Volkspartei*) et le parti populiste FPÖ (*Freiheitliche Partei Österreichs*) allait, conformément à sa philosophie du « gouverner autrement », y mettre un terme.

Il importe dès lors de mettre en lumière en quoi les lois de réforme des universités votées depuis 2000 ont constitué la clé des relations entre organisations étudiantes et partis politiques. Par souci de synthèse, l'analyse se restreindra aux organisations étudiantes représentées sous forme de fractions politiques dans la confédération nationale des étudiants autrichiens, plus connue sous l'appellation ÖH – *Österreichische HochschülerInnenschaft*.

* Doctorante à l'Université de Strasbourg et de Vienne (Autriche).

Après une présentation du statut unique de la ÖH et des différentes fractions politiques la composant, les lois de réforme des universités seront analysées comme une rupture en terme de politique universitaire et de démocratie étudiante, ce qui posera enfin la question des enjeux et de la solidité du lien entre les organisations étudiantes et leurs partis politiques d'affiliation.

Les fractions en présence

Si les partis politiques autrichiens sont dans l'ensemble connus, les différentes organisations étudiantes qui leur sont proches le sont beaucoup moins. Parmi les organisations dites « de gauche », on dénombre notamment le VSSTÖ, *Verband sozialistischer StudentInnen Österreichs*, ainsi que GRAS, *die Grünen und Alternativen StudentInnen* (1). L'AG, *Aktionsgemeinschaft*, est davantage proche du parti ÖVP alors que le RFS, *Ring freier StudentInnen*, affirme plus ouvertement que tous les autres la proximité avec son parti d'affiliation : le FPÖ. Pour autant, si elles sont affiliées à des partis politiques, ces organisations étudiantes n'y sont pas inféodées et bénéficient d'un statut souverain.

On ne saurait cependant parler des organisations étudiantes en Autriche sans évoquer la ÖH qui constitue depuis 1945 leur tribune d'expression au niveau local et national. Or, c'est principalement la ÖH qui a subi les conséquences des lois de réforme des universités votées depuis 2000. Il semble dès lors important de soulever comme premier aspect des relations entre organisations étudiantes et partis politiques la rupture incarnée par ces réformes entre la ÖH, confédération nationale des organisations étudiantes autrichiennes, et les partis politiques au pouvoir. Afin de comprendre cette rupture, il est indispensable de revenir tout d'abord sur l'histoire de cette institution entre sa création en 1945 et les réformes universitaires des années 1970.

La ÖH de l'après-guerre aux réformes universitaires du chancelier Bruno Kreisky

Automne 1945 : alors que les Français mettent en place un régime de sécurité sociale basée sur la solidarité nationale ouvrière, les Autrichiens inventent la solidarité nationale étudiante, postulat illustré par un décret du gouvernement provisoire le 3 septembre 1945 puis entériné dans la loi de 1950 sur le régime étudiant « *HochschülerInnenschaftsgesetz* » (2). Sur la base de cette loi, la ÖH a comme particularité de constituer une personne morale de droit public (3) qui

1 La fraction GRAS est née en 1984 dans la continuité de l'occupation de la plaine fluviale proche de Hainburg où les étudiants se joignent aux écologistes pour empêcher la construction d'une centrale électrique. Les fractions VSSTÖ et RFS sont représentées dans la ÖH depuis 1946. L'AG est née en 1983 de la fusion de fractions proches du parti ÖVP siégeant à la ÖH depuis sa création.

2 *60 Jahre ÖH*. Brochure éditée en 2006 par la direction nationale de la ÖH, p. 13.

3 *Ibid.*

fonctionne selon le même principe que la chambre des travailleurs (*Arbeiterkammer*), à savoir qu'elle représente les intérêts de tous les étudiants autrichiens qui en sont d'emblée membres.

En ce qui concerne sa structure, on distingue la direction nationale de la ÖH (*Bundesvertretung*) appelée communément parlement étudiant, et les ÖH locales, au sein de chaque université ou faculté, qui sont directement liées à la ÖH nationale tout en bénéficiant d'une certaine autonomie de gestion. Les représentants étudiants locaux et nationaux sont élus tous les deux ans.

Au lendemain de sa création, en 1946, le taux de participation aux élections étudiantes atteint 77 % (4), il chute dès 1948 à 66 %, se stabilise ensuite autour de 65 % jusqu'à la fin des années 1960, puis ne cesse de chuter : il est de 44 % en moyenne dans les années 1970, chute à environ 33 % dans les années 1980, avant de se stabiliser autour de 30 % à partir du début des années 1990. Malgré cette baisse, la stabilisation autour de 30 % depuis plus de dix ans demeure le signe d'une représentativité durable de la ÖH sur la scène sociopolitique autrichienne.

Dès sa naissance, la ÖH reflète l'équilibre des forces politiques au pouvoir. Ainsi à la fin des années 1950, la fraction conservatrice FÖST (*Freie Österreichische Studentenschaft*, ancienne AG) est de loin majoritaire avec près de 60 % des suffrages exprimés (5). Elle devance le RFS proche des congrégations étudiantes pangermanistes, lequel récolte encore autour de 30 % des suffrages, ainsi que le VSSTÖ qui n'obtient qu'un score de 15 %. Mais les années 1960 voient la naissance de nouvelles fractions de gauche au sein de la ÖH, lesquelles tentent notamment de contrebalancer le gouvernement ÖVP au pouvoir à partir de 1966.

La vague de révolte étudiante qui parcourt l'Europe atteint également l'Autriche. Les critiques prennent de plus en plus la forme d'un discours anti-fasciste dirigé contre le néonazisme de certains professeurs soutenus par le RFS et par les corporations pangermanistes (*Burschenschaften*). Les fractions de la ÖH se font face dans les urnes et dans la rue, comme en témoignent les manifestations pour et contre le professeur Taras Borodajkewycz en 1965, au cours desquelles un ancien résistant, Erich Kirchweg, est blessé mortellement par un étudiant du RFS (6). Borodajkewycz devient le symbole d'une univer-

4 Tous les pourcentages indiqués sont tirés d'un tableau récapitulatif du taux de participation et des résultats des différentes fractions aux élections nationales de la ÖH depuis 1946, in: *60 Jahre ÖH*, p. 52.

5 *Ibid.*

6 Pour de plus amples informations sur l'affaire Borodajkewycz, lire: *60 Jahre ÖH*, p. 27; Deborah HARTMANN, « Der Fall Borodajkewycz », in: Eva KRIVANEC, Alexander SCHÜRMAN-EMANUELY (éd.), *Siegfrieds Köpfe, Rechtsextremismus, Rassismus und Antisemitismus an der Universität*, Vienne, Context XXI, n° 7-8 (2001); 1 (2002), p. 135-141; Ferdinand LACINA,

sité qui a offert refuge à des anciens membres du NSDAP, mais aussi le symbole d'une université sous la domination unilatérale des mandarins (professeurs titulaires de chaire). Dans cette atmosphère de lutte des fils contre les pères, les revendications antifascistes vont de pair avec la réclamation d'un droit de parole et de codécision accrue pour les étudiants.

Aux élections de 1970, l'ÖVP laisse place au SPÖ (*Sozialdemokratische Partei Österreichs*), qui va mener seul la politique gouvernementale jusqu'en 1983. Simultanément, tel un effet de miroir, le vent tourne au sein de la ÖH (7) : entre 1971 et 1983, les deux fractions conservatrices reculent de près de 20 points alors que les socialistes en gagnent 15. En écho aux revendications étudiantes des années 1960, Bruno Kreisky, chancelier depuis 1970, prend une série de mesures allant dans le sens d'une démocratisation de l'université (8). En abolissant les frais d'inscription, il ouvre notamment l'université à de nouvelles couches de la population. De plus, la démocratisation prend la forme d'un nouveau système de gestion des universités dans lequel les étudiants tiennent une place déterminante grâce à la tripartité (professeurs – lecteurs – étudiants) au sein des commissions universitaires. Cette politique de démocratisation touche enfin le fonctionnement de la ÖH avec la mise en place du suffrage direct à bulletin secret pour l'élection par les étudiants de leurs quarante-cinq représentants nationaux.

Ainsi, l'université devenait bien une « école de la démocratie », comme le soulignait l'actuel président de la République, Heinz Fischer, en 2006 à l'occasion du soixantième anniversaire de la création de la ÖH (9). Mais est-elle restée une telle tribune de la démocratie après le tournant politique de 1999-2000 et les lois de réforme des universités revenant comme un refrain en 2000, 2002 et 2004 ? Tenter de répondre à cette question implique d'analyser le sens et l'impact de la nouvelle politique universitaire sur la ÖH et par là également sur les relations entre organisations étudiantes et partis politiques au pouvoir et dans l'opposition.

Les lois de réforme des universités, clé de la rupture entre la ÖH et les partis au pouvoir

Octobre 1999 : les élections apportent un changement radical dans le paysage politique autrichien. Le parti socialiste et le parti conservateur, les deux

« Vor 40 Jahren – der Fall B. », in : *ibid.*, p. 135-141 ; Heinz FISCHER (éd.), *Einer im Vordergrund : Taras Borodajkewycz : eine Dokumentation*, Vienne, Europa-Verlag 1966, 307 p. ; Michael GEHLER, Hubert STICKINGER (éd.), *Politische Affären und Skandale in Österreich. Von Mayerling bis Waldheim*, Innsbruck/Vienne, Studienverlag, 2007, 776 p.

7 60 Jahre ÖH, p. 32-33.

8 Günther SANDNER, « Paradigmenwechsel ? Hochschulpolitik seit dem Jahr 2000 », in : Emmerich TALOS (éd.), *Schwarz-blau. Eine Bilanz des 'Neu-Regierens'*, Vienne, Lit, 2006, 346 p.

9 *Ibid.*, p. 25.

partenaires de la grande et longue coalition au pouvoir depuis 1987 subissent la plus importante défaite depuis 1945. Pour la première fois, l'ÖVP recule en troisième position alors que le FPÖ s'établit comme deuxième force politique du pays en terme de voix.

Dès 2000, le gouvernement noir-bleu (des couleurs respectives de l'ÖVP et du FPÖ) met en application sa philosophie du « gouverner autrement », « Neu Regieren », et l'une des premières mesures prises touche les étudiants : les frais d'inscription, abolis en 1975, sont rétablis. Les conséquences ne se font pas attendre : à la rentrée de l'année universitaire 2001/2002, les universités comptent 14,5 % d'étudiants en moins, alors que les instituts universitaires technologiques (où la durée de formation est de quatre ans seulement) en gagnent 30,4 % ⁽¹⁰⁾.

En comparant les résultats électoraux des différentes fractions étudiantes avant et après la mise en place de la nouvelle politique universitaire noire-bleue, on remarque que la ÖH se révèle non plus comme le reflet de la grande politique, mais comme son pendant antithétique, comme une tribune du mécontentement face à la nouvelle coalition et la réintroduction des frais d'inscription.

Malgré son refus des frais d'inscription, l'AG doit assumer les conséquences des décisions de l'ÖVP : c'est elle que l'on sanctionne le plus fortement aux élections étudiantes de 2001. La défaite est relativement moins sévère pour le RFS déjà très affaibli, qui passe de 5 % à 3 % et perd un mandat sur les deux qu'il possédait. Les écologistes de l'organisation GRAS et les socialistes du VSSTÖ connaissent une large victoire et forment une coalition antithétique à celle au pouvoir. Elle incarne dès lors une double rupture, mettant tout d'abord fin à près de quinze ans de coalition étudiante conservatrice, affirmant dans le même temps l'autonomie politique de la ÖH dans le paysage politique national.

Un an plus tard, en 2002, les conflits internes au sein du FPÖ et la démission de trois de ses ministres provoquent des élections législatives anticipées. La coalition entre ÖVP et FPÖ est cependant maintenue et lance alors en 2002 une loi de réforme qui bouleverse la gestion des universités ⁽¹¹⁾. Le droit de cogestion des étudiants est réduit par la suppression de la triparité au sein des

10 Angela WROBLEWSKI, Martin UNGER (éd.), *Studierenden-Sozialerhebung 2002, Bericht zur sozialen Lage der Studierenden*, Institut d'Études Supérieures (*Institut für Höhere Studien*), sur demande du ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Culture (bm:bwk), mars 2003, p. 15.

11 Une analyse pointue des réformes de l'enseignement supérieur de 2002 et de 2004 est livrée par le politologue Günther Sandner dans : « Paradigmenwechsel? Hochschulpolitik seit dem Jahr 2000 », in : E. TALOS (éd.), *Schwarz-blau* (note 8), p. 279-295. Le mérite principal de cet article est de montrer aussi bien la continuité dans laquelle s'inscrivent ces réformes que les éléments nouveaux qu'elles introduisent et qui entérinent une rupture avec le cadre de démocratie universitaire mis en place sous l'ère Kreisky.

commissions universitaires. Caspar Einem, ministre social-démocrate des Sciences dans la grande coalition des années 1990, dénonce une réforme allant dans le sens d'une université des mandarins ⁽¹²⁾. Il met le doigt sur une évolution qui semble ramener l'université de 2002 à celle que les étudiants des années 1960 avaient souhaité à jamais dépoussiérer.

L'affaiblissement de la codécision étudiante au niveau de l'université s'illustre également par la création d'un troisième comité de direction : le conseil académique (*Universitätsrat*), composé de personnalités toutes extérieures à l'université, et dont la moitié est nommée par le gouvernement (portant alors les couleurs noir et bleu). Parmi les nombreuses tâches dévolues à ce conseil, on peut citer le vote du recteur de l'université, devoir qui incombait jusqu'alors à un rassemblement représentatif de l'université où les étudiants étaient équitablement représentés. De nombreuses voix s'élèvent de la part des étudiants de gauche et des partis d'opposition contre une mainmise du gouvernement sur l'université.

Au sein de la ÖH, seule la fraction ultraconservatrice RFS se félicite d'une réforme susceptible de créer une « nouvelle université » ⁽¹³⁾ et d'affaiblir les fractions de gauche qui, selon elle, monopolisent le dialogue au sein des facultés. Pour autant, les élections étudiantes de 2003 confirment la position anti-thétique de la ÖH par rapport aux partis politiques en place : VSSTÖ et GRAS maintiennent leur coalition. Le RFS, toujours en dernière place avec un seul siège, perd tous les mandats qu'il détenait encore au niveau local dans les comités de représentation étudiante des différentes universités.

L'année suivante, en 2004, une nouvelle réforme voit le jour, qui finit de remettre en cause le système d'autogestion et de codécision étudiante. Pour la première fois, une loi décide, à la place des étudiants autogérés et souverains, de la répartition du budget de la ÖH. De plus, le principe d'autonomie des universités, lancé au début des années 1990 par la grande coalition, développé entre-temps dans toute l'Europe, est désormais réalité en Autriche. Ces lois de réformes européennes y ont d'ailleurs une conséquence singulière : en effet, conformément au principe d'autonomie à la base de ce que l'on pourrait nommer « fédéralisme universitaire », la ÖH, organe de représentation nationale des étudiants autrichiens, est décentralisée au profit des représentations locales. De cela résulte également la fin du suffrage direct pour l'élection des représentants nationaux de la ÖH. Dorénavant, chaque université délèguera un

12 «Eine Reform zugunsten der Ordinarien-Universität» (Caspar EINEM), cité par Günther SANDNER, «Paradigmenwechsel? Hochschulpolitik seit dem Jahr 2000», in : E. TALOS (éd.), *Schwarz-blau* (note 8), p. 285.

13 «UG 2002, Eine neue Universität», article rédigé par la commission de travail sur la loi de réforme des universités, RFS Vienne, *Der Ring, Freieilliche Studentenzeitung*, décembre 2002, p. 4.

nombre de mandataires proportionnel à sa taille. Si l'université n'a qu'un mandataire à disposition, c'est la règle du « winner takes it all » qui l'emporte : la fraction qui obtient le plus gros pourcentage au niveau local sera également la seule autorisée à être représentée par un mandataire au parlement des étudiants. Pour les autres fractions, la seule possibilité d'obtenir un mandat est de comptabiliser au moins mille voix au niveau national. Cette clause dans la nouvelle loi profite en particulier au RFS qui conserve ainsi son mandat au parlement des étudiants, mandat qu'il aurait sans cela perdu avec le nouveau mode de scrutin. Voilà pourquoi les fractions de gauche de la ÖH dénoncent cette clause en la rebaptisant la « loi RFS » ou « lex RFS ».

Cette loi prend le caractère d'une sanction contre une institution gênante car trop critique par rapport à la politique menée par le gouvernement. La presse, les partis d'opposition et la ÖH dénoncent tout d'abord son processus de ratification : comme en 2002, le gouvernement a en effet choisi d'éviter la procédure d'expertise habituelle en chargeant un parlementaire de présenter le projet de loi directement au parlement. Ainsi, il évite toute discussion avec les « représentants d'intérêts » dont la ÖH fait partie, et la loi sur le nouveau mode de scrutin peut être votée sans délai, six mois à peine avant les élections étudiantes de 2005. Cherchant à comprendre le pourquoi d'un tel bouleversement, Erich Witzmann, journaliste du quotidien conservateur *Die Presse*, s'interroge : « A-t-on peur des universités et des étudiants ? » (14). Et d'ajouter :

« Zu kritisieren ist der Versuch, überfallsartig und ohne Möglichkeit der Begutachtung ein halbes Jahr vor den ÖH-Wahlen ein Gesetz durchzupetschen. Dies heißt, autonome und kritische Körperschaften und Organisationen zu schwächen und politisch an den Rand zu drängen oder umzufärben » (15).

Même si elles reprennent des idées de réformes universitaires discutées par la grande coalition dès le début des années 1990, les lois de 2002 et 2004 vont plus loin, remettant en cause un principe démocratique fondamental, comme le dénonce le journaliste Andreas Koller dans le quotidien *Salzburger Nachrichten* (16) : « Erstmals in der jüngeren Geschichte dieses Landes werden freie, demokratische Wahlen nicht eingeführt, sondern abgeschafft. »

Les organisations étudiantes et leurs partis politiques d'affiliation : continuité, contiguïté, rapports de forces

Si les réformes de 2002 et 2004 ont tendu les relations entre les organisations étudiantes à la tête de la ÖH et les partis politiques au pouvoir, elles sem-

14 Erich WITZMANN, « Fürchtet man sich vor Unis und Studenten ? », *Die Presse* du 12 novembre 2004.

15 *Ibid.*

16 Andreas KOLLER, « Der Standpunkt: Beinharder Abbau der Demokratie », *Salzburger Nachrichten* du 2 décembre 2004.

blent avoir réaffirmé la proximité entre les organisations étudiantes et leurs partis de rattachement. Ceci vaut tant pour l'AG proche de l'ÖVP et pour le RFS proche du FPÖ que pour le VSSTÖ et GRAS, proches des partis d'opposition SPÖ et Verts qui ont critiqué la réforme d'une même voix.

L'exemple le plus flagrant de cette proximité est la relation entre RFS, FPÖ et *Burschenschaften* (congrégations étudiantes pangermanistes) dont le RFS et le FPÖ sont les bras droits politiques (17). Cette relation est en effet caractérisée par un double phénomène de continuité et de contiguïté : continuité, car de nombreux cadres actuels du FPÖ ont commencé leur carrière au sein du RFS et des congrégations étudiantes ultraconservatrices ou d'extrême droite ; contiguïté, car le RFS, le FPÖ et les congrégations travaillent côte à côte. Les lois de 2002 et 2004 illustrent ce double phénomène.

La réforme de 2002 a tout d'abord été l'initiative de Martin Graf, député FPÖ dont la carrière politique a commencé dans le RFS (18). Cette réforme répond d'ailleurs de façon évidente à des attentes du RFS, comme en témoigne leur journal semestriel *Der Ring*. Dans ce journal, le RFS se félicite notamment d'une réforme à laquelle il aurait lui-même participé et applaudit à la réintroduction des frais d'inscription et la disparition de la triparité selon le principe : « Mitbestimmen wo es wichtig ist, statt überall hineinreden ! » (19).

Dans le même temps, la contiguïté est réaffirmée entre RFS, FPÖ et *Burschenschaften*. En témoignent les nouveaux conseils académiques prisés par le RFS, conseils dont la moitié des membres est nommée par le gouvernement ÖVP-FPÖ et qui comptent jusqu'au changement de gouvernement en 2007 plusieurs « *Alte Herren* », à savoir des membres de *Burschenschaften* classées d'extrême droite par le DÖW (20). Ainsi Friedrich Stefan, un *Alter Herr* d'Olympia, est nommé en 2005 au conseil de l'université de Vienne. À Linz, Veith Risak, ancien de la même congrégation, prend un poste similaire aux

17 Heribert SCHIEDEL, Martin TRÖGER, « Durch Reinheit zur Einheit », article paru sur internet le 27 octobre 2007, accessible en ligne sur : <http://aau.blogspot.de/2007/10/27/durch-reinheit-zur-einheit/> (05.02.2009), version revue et corrigée de l'analyse parue en 2002 dans la brochure : *Siegfrieds Köpfe, Rechtsextremismus, Rassismus und Antisemitismus an der Universität*, Vienne, Context XXI, n° 7-8 (2001) ; 1 (2002), p. 27-39. Heribert Schiedel est chercheur au DÖW (Archives de la résistance autrichienne) et spécialiste de l'extrémisme de droite.

18 Martin Graf, élu le 28 octobre 2008 troisième président du Parlement autrichien, est également « *Alter Herr* » de la *Burschenschaft* Olympia, une congrégation étudiante classée d'extrême droite par le DÖW. Olympia est connue notamment pour avoir invité le négationniste britannique David Irving ou encore organisé le 25 janvier 2003 à Vienne un concert du chanteur allemand Michael Müller, qualifié lui aussi de néonazi par le DÖW. Informations tirées de H. SCHIEDEL, M. TRÖGER, « Durch Reinheit zur Einheit » (note 17).

19 « UG 2002, Eine neue Universität » (note 13), p. 4.

20 Pour davantage d'informations sur l'extrémisme de droite en Autriche, lire Heribert SCHIEDEL, *Der rechte Rand. Extremistische Gesinnungen in unserer Gesellschaft*, Vienne, Steinbauer, 2007, 198 p.

côtés de Peter Weiß, chef de la maison d'édition *Karolinger Verlag* à laquelle le DÖW reconnaît une affinité avec la mouvance d'extrême droite ⁽²¹⁾. Ses nominations suscitent un vif émoi au sein des organisations étudiantes de gauche et des partis d'opposition. Même certains recteurs d'université expriment leur réticence face à une décision politique jugée irréfléchie : « Wir melden unsere Bedenken an, ob das von der Bundesregierung gut durchdacht war ! » ⁽²²⁾ déclare ainsi en 2003 le recteur de l'université de Linz, Reinhard Kannonier, au sujet de la nomination de Peter Weiß. Dans une interview donnée en 2006 au quotidien *Der Standard* après la nomination de Friedrich Stefan au conseil de l'université de Vienne, Georg Winkler, recteur de cette université rappelle avoir à plusieurs reprises mis en garde contre la nomination de personnalités d'extrême droite et répète son désaccord face à une telle mesure :

« Aus meiner Sicht ist es irritierend, dass an der Universität Wien Friedrich Stefan nominiert ist, der, das wurde mir zugespielt, den Südtirol-Terror der Burschenschafter unter Führung des Neonazis Norbert Burger als 'Einsatz für das bedrohte Grenzlanddeutschum' bezeichnet hat » ⁽²³⁾.

En réponse à ces nombreuses critiques, la ministre de l'Éducation, Elisabeth Gehrler, loin de revenir sur les mesures prises, se contente d'appeler à une tolérance accrue envers les personnalités d'extrême droite siégeant dans les conseils ⁽²⁴⁾. Face à ces paroles déconcertantes, l'émoi public redouble.

À l'instar de ces nominations, la réforme universitaire de 2002 apporte la preuve que la dépolitisation des postes de hauts fonctionnaires, promise par la nouvelle coalition, est demeurée lettre morte. La proximité entre le contenu de cette réforme et le programme du RFS signale également que l'on ne saurait

21 Information tirée de l'article « Bedenken zu Uni-Rat-Vorschlag » paru dans le quotidien régional *Oberösterreichische Nachrichten* du 25 février 2003. Article consultable en ligne sur : <http://www.basis-wien.at/avdt/htm/144/00057744.htm> (05.02.2009). Peter Weiß fait reparler de lui lorsque, le 8 mai 2003, à l'occasion d'une cérémonie du souvenir organisée par le RFS, il attaque un étudiant en train de prendre des photos. Cf. <http://www.hagalil.com/austria/aktuell/chabad.htm#Peter%20Wei%C3%9F> (05.02.2009).

22 Citation tirée de l'article « Bedenken zu Uni-Rat-Vorschlag », *ibid.*

23 « Habe seit Monaten davor gewarnt », interview de Georg Winkler par la journaliste Lisa Nimmervoll, *Der Standard* du 13 novembre 2006. Consultable en ligne sur : <http://derstandard.at/?url=/?id=1217855> (05.02.2009).

24 À la question des journalistes Bernhard Madlener et Michael Mühlböck : « Frau Ministerin, nach wie vor bewegt auch das Thema der Universitätsräte. Wie stehen Sie zu extrem rechten Personen wie Peter Weiß oder Friedrich Stefan ? », Elisabeth Gehrler répond : « Ich glaube, dass wir in einem Zeitalter leben, in dem Multikulturalität und Toleranz sehr wichtige Ziele sind. [...] In einem Zeitalter, in dem man für sich selber das höchste Maß an Toleranz verlangt, muss man auch in die andere Richtung diese Toleranz üben. Toleranz ist keine Einbahn. » In : « Gehrler : Toleranz ist keine Einbahnstraße », *Der UniStandard*, version papier du 25 mai 2004. L'interview est consultable dans son intégralité sur : <http://derstandard.at/?url=/?id=1675374> (05.02.2009).

déduire hâtivement des mauvais résultats du RFS une perte de pouvoir de cette organisation et des *Burschenschaften* qu'elle représente.

Outre la réforme de 2002, celle de 2004 illustre également la contiguïté entre RFS et FPÖ. Pour mieux comprendre les enjeux de cette loi, il est important de rappeler que depuis le début de la coalition VSSTÖ-GRAS en 2001, le RFS dénonçait un parlement étudiant au service des intérêts politiques de « fascistes de gauche », comme le déclarait Christoph Völkl du RFS dans leur journal semestriel (25). De ce fait, le RFS revendiquait la disparition pure et simple de cet organe de représentation nationale au profit des représentations étudiantes locales. Autant que les universités, les différentes ÖH devaient, selon le RFS, elles aussi devenir autonomes. C'est à peu de choses près ce que met en place la loi de 2004, en réduisant au minimum le pouvoir de codécision de ce parlement étudiant, en réduisant le budget à sa disposition et en modifiant le mode de scrutin. Une revendication du RFS ne sera cependant pas suivie d'effet (26) : contre la volonté de cette organisation, les commissions étudiantes de la ÖH spécialisées dans les domaines des « droits de l'homme », « droits des femmes » et de la « politique sociale » sont maintenues. En outre, les élections de 2005 réaffirment la popularité des fractions de gauche qui maintiennent donc une coalition rouge-verte.

Si ce phénomène double de continuité et de contiguïté entre organisations étudiantes et partis de rattachement peut paraître une évidence, on ne saurait en faire une règle générale. La relation entre SPÖ et VSSTÖ à partir de 2006 le prouve.

Les élections législatives d'octobre 2006 signent la fin de la coalition ÖVP-FPÖ-BZÖ et le retour d'une grande coalition entre ÖVP et SPÖ. Pendant la campagne électorale, le VSSTÖ, devenu entre-temps première fraction de la ÖH, s'était engagé derrière le SPÖ sur la revendication de l'abolition des frais d'inscription. « Wir schaffen die Studiengebühren ab. Das schulden wir unserer Jugend » avait ainsi annoncé le candidat social-démocrate, Alfred Gusenbauer, dans un discours tenu à Vienne pour le lancement de la campagne électorale de 2006 (27). Or, dans les difficiles négociations qui précèdent la formation du gouvernement, le SPÖ cède sur ce point central de son programme. En suivent

25 Éditorial de Christoph Völkl, chef du RFS de 2006 à 2008, *Der Ring, Freiheitliche Zeitung*, semestre d'hiver 2005/2006, p. 2.

26 Plus de détails sur cette revendication dans : « Schluss mit Rot-Grün », une interview de Gernot Schandl, candidat du RFS aux élections étudiantes de 2005 et actuel secrétaire général du RFS, *Der Ring, Freiheitliche Zeitung*, semestre d'été 2005, p. 5.

27 Il existe plusieurs rapports de presse commentant le credo de Gusenbauer « Das schulden wir unserer Jugend », mais ceux-ci ne sont plus accessibles sur Internet. De nombreuses informations et citations tirées de ce discours demeurent cependant accessibles sur le site de l'association autrichienne des enseignants sociaux-démocrates (SLÖ) : http://www.sloe-bund.at/download_docs/fls/SN_1_wahlauftakt.pdf (05.02.2009).

de vifs débats au sein du parti, la création d'une plateforme de résistance interne intitulée « Wir sind die SPÖ »⁽²⁸⁾ et un événement qui fera la une des journaux : Barbara Blaha, présidente socialiste de la ÖH, quitte le SPÖ et Sylvia Kuba, présidente du VSSTÖ, en fait de même mais sans quitter son poste, affirmant ainsi l'autonomie de l'organisation étudiante. « Non, nous ne sommes pas une organisation du SPÖ, nous sommes une organisation autonome »⁽²⁹⁾ réaffirme-t-elle dans une interview donnée à *Die Presse*.

Une semaine plus tard, le VSSTÖ décide même de boycotter les réunions du comité directeur du SPÖ dans lequel cette organisation étudiante possède un siège et une voix⁽³⁰⁾. Coup de cymbale de la nouvelle garde, titre *Die Presse*⁽³¹⁾. *Der Standard* commente également en détail les événements alors que l'hebdomadaire viennois *Der Falter* consacre à Barbara Blaha son édition hebdomadaire. « Si les deux dirigeantes avaient serré les dents, elles auraient pu ensuite décrocher un bon poste dans un bureau ministériel », souligne la journaliste Ingrid Brodnig qui insiste ainsi sur le cordon qui relie habituellement partis et organisations étudiantes. Et de souligner que d'autres avant elles ont justement commencé leur carrière politique dans le VSSTÖ : c'est notamment le cas d'Alfred Gusenbauer ou encore du maire de Vienne, Michaël Häupl. Mais pour l'instant, souligne la journaliste, le cordon de décrochage est rompu⁽³²⁾.

Si la politique universitaire des huit dernières années a dans l'ensemble été marquée par des phénomènes de continuité et de contiguïté entre les organisations étudiantes et leurs partis politiques d'affiliation, il serait erroné d'assimiler ces instances aux bacs à sable des futurs hommes et femmes politiques. En faisant le choix de la rupture ouverte avec le SPÖ, Barbara Blaha et Sylvia Kuba ont en effet réaffirmé la persistance d'un droit démocratique : celui des organisations étudiantes souveraines et non inféodées à réaffirmer leur rôle de contrepoids et de groupes de pression à la base même du parti.

28 Pour davantage d'informations, consulter le site : <http://www.wirsindspoe.at/werwirsind.php> (05.02.2009).

29 « VSSTÖ boykottiert nun Sitzungen des SP-Vorstandes », *Die Presse* du 16 janvier 2007. Article en ligne, <http://diepresse.com/home/politik/innenpolitik/58111/index.do?from=suche.intern.portal> (05.02.2009).

30 Rappelons que le VSSTÖ délègue également trois personnes au congrès national du parti. Il est donc lié au parti, mais pas inféodé.

31 « Barbara Blaha : Paukenschlag einer Nachwuchshoffnung », *Die Presse* du 15 janvier 2007.

32 Ingrid BRODNIG, « Die heilige Barbara », *Der Falter* du 24 janvier 2007. En première page de l'édition hebdomadaire, un portrait de Barbara Blaha et en grand titre : « Unis, Lügen und Protest ».

Conclusion

Incarnant l'aboutissement d'un processus d'autonomisation des universités déjà lancé dans toute l'Europe depuis le début des années 1990, les mesures prises par le gouvernement ÖVP-FPÖ se sont inscrites dans une continuité en matière de politique universitaire. Pour autant, les réformes entreprises en Autriche ne se résument pas à un bouleversement fonctionnel. En abolissant le droit de cogestion et de codécision des organisations étudiantes représentées dans la ÖH, le gouvernement ÖVP-FPÖ posait les bases d'un changement paradigmatique en terme de système politique, pulvérisant la traditionnelle démocratie du compromis pour instaurer ce que le politologue Emmerich Tàlos a baptisé « démocratie du conflit »⁽³³⁾. En 2006, alors que la ÖH fêtait ses 60 ans, alors également que de nouvelles élections législatives étaient imminentes, l'éminent germaniste Wendelin Schmidt-Dengler faisait un bilan sombre de l'ampleur de la politique universitaire mise en œuvre par la coalition ÖVP-FPÖ en déclarant :

« Zu diesem (UG 75) wird man nicht einfach zurückkehren können, doch man wird diesen Punkt aufsuchen müssen, an dem die Weichen falsch gestellt wurden. Und dies ist eindeutig mit der Regierungsbildung von 2000 gegeben. Um sich vor der Bevölkerung zu beweisen, verfiel die neue Regierung einem Reformfuror, und die Universitäten waren die ersten, die dran glauben mussten, ein willkommenes und vergleichsweise unspektakuläres Exerzierfeld, auf dem neue und autoritäre Praktiken erprobt werden konnten »⁽³⁴⁾.

Si l'année 2006 a signé la fin de la coalition ÖVP-FPÖ-BZÖ, le nouveau gouvernement ÖVP-SPÖ ne s'est guère démarqué de la politique universitaire héritée de ses prédécesseurs. Guère, car à la veille des élections anticipées de 2008, la grande coalition votait tout de même l'abolition des frais d'inscription, redonnant raison sur un point aux efforts de démocratisation universitaire des mouvements étudiants quarante ans plus tôt. Wendelin Schmidt-Dengler n'aura malheureusement pas suivi ce retournement de tendance prometteur mais difficile à maintenir, et nul ne peut dire, aux vues des bouleversements qui touchent les universités de toute l'Europe, combien de temps cette mesure toujours controversée résistera aux économies drastiques annoncées par le gouvernement autrichien pour l'enseignement supérieur et la recherche.

33 Dans son chapitre de conclusion, « Politik in Schwarz-Blau/Orange. Eine Bilanz », Emmerich Tàlos parle de la fin de la démocratie de concorde et de négociation, « Konkordanz- und Verhandlungsdemokratie » et du début d'une démocratie de la majorité et du conflit, « Mehrheits- und Konfliktdemokratie », in : E. TALOS (éd.), *Schwarz-blau* (note 8), p. 340.

34 *60 Jahre ÖH*, p. 59.

Bibliographie

- 60 Jahre ÖH. Brochure éditée par la direction nationale de la ÖH, Vienne, 2006, 80 p.
- FISCHER Heinz (éd.), *Einer im Vordergrund: Taras Borodajkewycz: eine Dokumentation*, Vienne, Europa-Verlag, 1966, 307 p.
- GEHLER Michael, Hubert SICKINGER (éd.), *Politische Affären und Skandale in Österreich. Von Mayerling bis Waldheim*, Innsbruck/Vienne, Studienverlag, 2007, 776 p.
- KRIVANEC Eva, Alexander SCHÜRMAN-EMANUELY (éd.), *Siegfrieds Köpfe, Rechts-extremismus, Rassismus und Antisemitismus an der Universität*, Vienne, Context XXI, Nr. 7-8 (2001); 1 (2002), 143 p.
- SCHIEDEL Heribert, *Der rechte Rand. Extremistische Gesinnungen in unserer Gesellschaft*, Vienne, Steinbauer, 2007, 198 p.
- TALOS Emmerich (éd.), *Schwarz-blau. Eine Bilanz des ‚Neu-Regierens‘*, Vienne, Lit, 2006, 346 p.
- WROBLEWSKI Angela, Martin UNGER (éd.), *Studierenden-Sozialerhebung 2002, Bericht zur sozialen Lage der Studierenden*, Institut d'Études Supérieures (Institut für Höhere Studien), sur demande du ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Culture (bm:bwk), mars 2003, 589 p.

Résumé

Dix années se sont écoulées depuis les élections législatives autrichiennes de 1999 et la naissance de la coalition fort controversée entre le parti conservateur ÖVP et le parti populiste FPÖ. Conformément à sa devise du « gouverner autrement », cette coalition allait notamment bouleverser la politique universitaire en place depuis les années 1970. À l'appui des résultats aux élections législatives et étudiantes, le but de cette analyse est de cerner comment les organisations étudiantes autrichiennes représentées dans la ÖH, une confédération nationale étudiante unique en son genre, ont réagi aux différentes lois de réforme des universités votées depuis 2000. L'analyse des enjeux et des réactions en lien avec les mesures prises permet d'approfondir la question des interactions entre organisations étudiantes et partis politiques au pouvoir ou dans l'opposition depuis ce tournant politique. Ruptures et continuités doivent dès lors être entendues tant dans une perspective historique (avant/après 1999, avant/après les lois de réforme des universités) que sociologique (autonomie face aux organes politiques/aide uni- ou bilatérale, enjeux de ces relations).

Zusammenfassung

Vor zehn Jahren fanden die Nationalratswahlen 1999 statt, aus welchen die umstrittene Koalition zwischen der konservativen ÖVP und der populistischen FPÖ entstand. Dem Motto des „Neuregieren“ entsprechend wurde die seit den 1970ern geübte Hochschulpolitik grundsätzlich in Frage gestellt. Die Österreichische HochschulInnenschaft (ÖH), das bundesweite Vertretungsorgan

der österreichischen Studierendenorganisationen, war von diesen Gesetzen besonders stark betroffen. Auf der Basis der Nationalratswahlen und der ÖH-Wahlen wird daher untersucht, wie die in der ÖH vertretenen Studierendenorganisationen auf die verschiedenen Universitätsreformen seit 2000 reagiert haben. Die Analyse der Bedeutung jener Gesetze und der damit verknüpften Reaktionen offenbart, in welcher Hinsicht Studierendenorganisationen und politische Parteien an der Macht oder in der Opposition seit dieser politischen Wende interagiert haben. Brüche und Kontinuitäten werden daher sowohl aus einer historischen Perspektive (vor/nach 1999, vor/nach den Universitätsreformen) als auch aus einem soziologischen Blickwinkel betrachtet (Autonomie gegenüber den politischen Organen, ein- oder gegenseitige Hilfe, Bedeutung dieser Verhältnisse).

Copyright of Revue d'Allemagne et des Pays de Langue Allemande is the property of Societe d'Etudes Allemandes and its content may not be copied or emailed to multiple sites or posted to a listserv without the copyright holder's express written permission. However, users may print, download, or email articles for individual use.